

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 décembre 2002
Français
Original: anglais

Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée**I. Introduction**

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 12 de la résolution 1320 (2000) du Conseil de sécurité en date du 15 septembre 2000. Il rend compte des faits nouveaux qui sont intervenus depuis la publication de mon rapport du 30 août 2002 (S/2002/977), et décrit le déploiement et les activités de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), dont le mandat a été prorogé jusqu'au 15 mars 2003 par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1434 (2002) du 6 septembre 2002. Le rapport rend également compte des activités de la MINUEE liées à la fourniture d'une assistance à la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie, comme l'avait demandé le Conseil de sécurité dans ses résolutions pertinentes, en vue de faciliter ses travaux de démarcation de la frontière.

II. État de la Zone de sécurité temporaire et des zones adjacentes

2. La situation dans la Zone de sécurité temporaire est restée généralement calme au cours de la période considérée. Les forces armées éthiopiennes et érythréennes ont relativement bien coopéré avec la MINUEE, et aucune activité militaire importante n'a été observée de part et d'autre de la Zone. Toutefois, au cours des mois de septembre et d'octobre, une série d'incidents frontaliers ont eu lieu dans le secteur centre et concernaient des vols de bétail, des enlèvements et des affrontements au sujet de zones de pâturage entre des habitants des zones frontalières. Dans certains cas, la situation est devenue très tendue et le point culminant a été un incident qui s'est produit le 4 octobre, au cours duquel des miliciens et des villageois éthiopiens ont mis en danger la sûreté et la sécurité des Casques bleus de la MINUEE. Cet incident en particulier a donné lieu à de graves préoccupations de la part de mon Représentant spécial et de moi-même.

3. Bien que le harcèlement et le vol de bétail dans les zones frontalières soient des questions qui ne font pas partie du mandat de la MINUEE, elles pourraient avoir un effet déstabilisateur et, par conséquent, des incidences sur le processus de paix global. Mon Représentant spécial a donc pris contact avec des responsables des deux parties pour les encourager à trouver une solution au problème des incidents frontaliers. Grâce à l'intervention active de la MINUEE et à la coopération des



parties, la situation a été relativement stabilisée. La MINUEE a intensifié ses patrouilles dans les zones qui causent des préoccupations, et elle maintient des contacts étroits avec les administrateurs locaux afin d'éviter de nouveaux incidents.

Liberté de mouvement de la Mission

4. Le personnel de la MINUEE continue à être soumis à des formalités d'immigration par les autorités éthiopiennes à l'aéroport d'Addis-Abeba. Ces procédures entraînent des retards et constituent une violation de l'Accord sur le statut des forces. Du côté érythréen, la liberté de mouvement du personnel de la MINUEE continue à faire l'objet de certaines restrictions dans la zone adjacente à la Zone de sécurité temporaire, principalement dans le secteur centre.

5. Malheureusement, aucun progrès n'a été enregistré en ce qui concerne l'établissement d'une liaison aérienne directe à haute altitude entre Asmara et Addis-Abeba pour les avions de la MINUEE. En l'absence d'accord sur un itinéraire direct, les vols de la MINUEE entre les deux capitales continuent de passer par Djibouti, ce qui a d'importantes conséquences pour la Mission sur le plan des opérations et de la sécurité. Ces détours ont également entraîné des dépenses supplémentaires considérables, qui s'élèvent à 2 002 000 dollars au 31 décembre 2002. Étant donné le stade avancé du processus de paix, je lance à nouveau un appel aux parties pour qu'elles trouvent une solution à ce problème dans un esprit de compromis.

Commission militaire de coordination

6. Après un hiatus de sept mois, la quatorzième réunion de la Commission militaire de coordination a eu lieu le 11 décembre à Nairobi. Elle a été ouverte par mon Représentant spécial, qui a présenté le nouveau commandant de la Force, le général Robert Gordon. Il a souligné par ailleurs l'importance de la nouvelle phase du processus de paix, qui devrait être centrée sur la démarcation de la frontière, et a engagé la Commission à assumer ses responsabilités d'appui à cet égard. La Commission a fait le point de la situation militaire dans la zone de la Mission et examiner le texte des résolutions récentes du Conseil de sécurité. Elle a débattu aussi des problèmes de coordination que posent la prévention d'incidents risquant d'entraîner des troubles dans les zones frontalières et la zone de sécurité temporaire et les réactions à ces incidents. Elle a en outre entamé un débat sur les modalités du déminage qui devra appuyer la démarcation.

Déploiement de la Mission

7. Au cours de la période considérée, il n'y a pas eu de changement majeur en ce qui concerne le déploiement de la MINUEE. Toutefois, le Gouvernement italien m'a informé qu'en raison d'autres tâches prévues, l'Unité aérienne italienne affectée à la MINUEE sera retirée, à compter du 8 décembre de cette année. Au 10 décembre 2002, l'effectif total de la composante militaire de la MINUEE était de 4 140 personnes et comprenait 3 805 soldats de la paix, 128 officiers d'état-major et 207 observateurs militaires (voir annexe II).

8. Le 31 octobre, le général de division Robert Gordon (Royaume-Uni) a pris ses fonctions en tant que nouveau commandant de la Force de la MINUEE. À cet égard, je voudrais remercier le général de division Patrick C. Cammaert, qui s'est distingué en tant que commandant de la Force de la MINUEE pendant toute sa période de service de deux ans.

III. Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie

9. Dans le cadre des préparatifs pour le processus de démarcation, la Commission du tracé de la frontière s'est réunie avec les parties à Londres les 6 et 7 novembre afin d'examiner les questions relatives à la démarcation, y compris le transfert de territoires. Mon Représentant spécial a assisté à la réunion à titre d'observateur. Lors de cette réunion, la Commission a arrêté un calendrier pour les activités de démarcation qui couvre la période du 31 décembre 2002 au 31 août 2003, la démarcation effective devant commencer en mai 2003. La Commission a également publié des Décisions concernant les établissements éthiopiens situés de l'autre côté de la ligne de démarcation (S/2002/1245). Je renouvelle mon appel aux parties pour qu'elles évitent de mener dans la zone frontalière toute activité qui pourrait être considérée comme déstabilisante. On trouvera à l'annexe I du présent rapport des informations supplémentaires sur les travaux récents de la Commission et sur ses plans concernant la démarcation, qui sont fournies par son président.

10. Étant donné les progrès accomplis dans les préparatifs en vue de la démarcation ainsi que la décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1434 (2002) de tirer les conséquences éventuelles pour la MINUEE en ce qui concerne les modalités de transfert de territoires pendant la phase de démarcation, mon Représentant spécial a entrepris des consultations avec les parties dans le contexte de l'article 4.16 de l'Accord de paix d'Alger en date du 12 décembre 2000. Le Conseil se souviendra que, dans cet article, les Parties « demandent à l'Organisation des Nations Unies de faciliter le règlement des problèmes qui pourraient surgir du fait du passage de territoires sous le contrôle de l'autre Partie et de ses conséquences pour les personnes résidant sur des territoires auparavant contestés ».

11. Suite à la modification du mandat de la MINUEE par la résolution 1430 (2002) du Conseil de sécurité datée du 14 août 2002, la Mission a entrepris d'aider la Commission du tracé de la frontière en vue de l'application de sa Décision concernant la délimitation (S/2002/423, annexe). Pendant que la Commission du tracé de la frontière met au point la version finale des cartes qui serviront à la démarcation, le Centre de coordination de l'action antimines de la MINUEE élabore des plans détaillés pour le déminage dans certaines zones clefs de la frontière, notamment les voies d'accès pouvant être utilisées pour la construction éventuelle des bornes-frontières. La Mission a également fourni des locaux à usage de bureaux, du matériel de communication et d'autres formes d'appui logistique aux bureaux locaux de la Commission du tracé de la frontière à Addis-Abeba, Adigrat et Asmara.

12. Comme je l'ai indiqué dans mon précédent rapport, la MINUEE assurera des services de déminage en appui à la démarcation, dans les limites de ses effectifs autorisés actuels, le coût des entrepreneurs civils de déminage et de l'appui administratif et logistique aux bureaux locaux de la Commission du tracé de la

frontière étant financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la délimitation et la démarcation de la frontière. Les contributions volontaires et les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale s'élèvent actuellement à environ 8,4 millions de dollars. Les dépenses engagées au 31 décembre 2002 s'élèveront à environ 4,4 millions de dollars.

13. Je tiens à exprimer à nouveau ma gratitude aux États Membres qui ont généreusement répondu à mon appel en versant des contributions au Fonds. Toutefois, selon le rapport du Président de la Commission du tracé de la frontière, les fonds requis pour achever la démarcation au cours de la prochaine année sont estimés environ à 7,6 millions de dollars, ce qui entraînera un déficit d'environ 4,6 millions de dollars. À cet égard, je voudrais réitérer mon appel pour le versement de contributions supplémentaires afin que la Commission puisse achever avec succès la démarcation qu'elle a prévue, sans qu'il y ait une suspension des activités à cause d'un manque de fonds.

IV. Lutte antimines

14. La présence de mines terrestres et de munitions non explosées demeure une grave menace pour la population des deux pays, le personnel des Nations Unies et les agents des organisations humanitaires sur le terrain. Entre septembre et le début de novembre 2002, six civils ont été blessés et deux ont été tués dans quatre incidents causés par des mines et des munitions non explosées dans la Zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes.

15. À la suite de l'établissement de l'Agence érythréenne de déminage, mentionné dans mon précédent rapport, l'Érythrée a assumé, le 31 août 2002, l'entière responsabilité du déminage à des fins humanitaires dans le pays. Suivant les instructions du Gouvernement, trois organisations internationales de la société civile menant des activités de lutte antimines ont cessé leurs opérations sur le terrain et ont quitté le pays (une de ces organisations et une entreprise commerciale ont été autorisées à poursuivre leurs opérations). Tous les participants nationaux à la lutte antimines ont également suspendu leurs opérations. Ces événements ont entraîné une perte de capacité en matière de lutte antimines à des fins humanitaires dans la Zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes, ce qui a entravé les préparatifs sur le terrain visant à permettre aux personnes déplacées de regagner leurs foyers dans la Zone. Étant donné qu'il n'y a pas d'activités de sensibilisation aux dangers des mines dans la Zone de sécurité temporaire, le Centre de coordination de l'action antimines de la MINUEE a entrepris des activités de sensibilisation d'urgence pour combler cette lacune.

16. En tenant compte de ces circonstances nouvelles, le Centre de coordination de l'action antimines a mis au point un plan de travail révisé, en restructurant les éléments actuels de l'action antimines au Centre de coordination et dans l'ensemble de la Mission. Ce plan est centré sur la fourniture d'un appui à la Force et aux observateurs militaires de la MINUEE dans la Zone de sécurité temporaire, comme l'a demandé le Conseil de sécurité, tout en maintenant une capacité pour continuer à appuyer la coordination des activités de déminage à des fins humanitaires dans la Zone. La MINUEE centrera de plus en plus ses efforts sur les activités de déminage liées à la démarcation de la frontière. Entre-temps, on continuait à enregistrer des progrès satisfaisants dans l'élimination des mines et des munitions non explosées

sur toutes les routes dans la Zone de sécurité temporaire. Chaque jour, en moyenne, 20 kilomètres sont inspectés et 10 kilomètres sont déminés.

V. Évolution de la situation humanitaire

17. La sécheresse en Éthiopie et en Érythrée s'est aggravée, et ses effets sur la population sont une source de vive préoccupation pour moi-même, pour les gouvernements éthiopien et érythréen ainsi que pour les organisations humanitaires. En octobre, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence s'est rendu dans la corne de l'Afrique pour évaluer les incidences de la sécheresse et la situation d'ensemble sur le plan humanitaire. À son retour, il m'a fait part de la conclusion à laquelle il était parvenu, à savoir que la sécheresse dans les deux pays est dramatique et que des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter la famine pure et simple.

18. La sécheresse et une pluviosité irrégulière se sont déjà soldées par des récoltes désastreuses et des pertes de bétail dans les deux pays. Dans plusieurs régions, qui ont toujours subvenu à leurs besoins sur le plan alimentaire, la production céréalière a été presque complètement dévastée en 2002. Le manque d'eau a, par ailleurs, détruit des troupeaux qui commençaient à peine à se relever de la sécheresse des années 1999-2000.

19. En Érythrée, le Gouvernement signale que 1,4 million de personnes ont été directement touchées par la sécheresse, en plus des milliers qui essaient encore de se relever du conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Parmi ceux-ci, les groupes les plus importants sont constitués par des personnes déplacées, des réfugiés, des expulsés, des citoyens vulnérables, des personnes touchées par le VIH/sida et des soldats en attente de démobilisation. Le nombre de personnes qui sont actuellement considérées comme vulnérables est passé de 1 360 000 en 2001-2002 à un chiffre estimatif de 2,3 millions en 2002-2003. Sans doute la cause immédiate de la crise qui sévit en Érythrée tient-elle à l'insuffisance des pluies saisonnières, mais il faut tenir compte également de l'existence d'une vulnérabilité fondamentale et des causes structurelles sous-jacentes. De l'avis général, il faut aider simultanément les programmes de secours d'urgence et les efforts de développement à long terme afin de rompre le cycle de la famine due à la sécheresse.

20. En Éthiopie, dans la pire des hypothèses, jusqu'à 14 millions de personnes touchées par la sécheresse pourraient avoir besoin d'assistance en 2003, surtout d'une aide alimentaire. Les besoins au cours du premier trimestre de 2003 sont estimés à plus 300 000 tonnes métriques. À l'heure actuelle plus de 6 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire, selon les évaluations du Gouvernement et de la communauté internationale. Malgré les contributions fournies cet automne par les principaux donateurs, la réserve alimentaire du pays ne dépasse pas 51 % des besoins. À la différence des années précédentes, la sécheresse a touché surtout l'est du pays, ainsi que certaines zones de production agricole excédentaire. Dans les États régionaux situés en bordure de l'Érythrée, tels que le Tigré et l'Afar, qui sont parmi les plus durement touchés, la course aux ressources pourrait provoquer une recrudescence des tensions locales.

21. En ce qui concerne la lutte contre le fléau du VIH/sida, la MINUEE a poursuivi ses efforts dans la zone de la Mission et a organisé dans les deux pays des cours conjoints de formation pédagogique. Ces cours, conçus à l'intention

d'animateurs qui s'adresseront à des individus touchés, comme eux, par le VIH/sida, restent le moyen le plus efficace d'atteindre rapidement un grand nombre de personnes. Les parties apportent à la Mission une coopération très satisfaisante dans ce domaine crucial.

22. Les projets à impact rapide ont été poursuivis au cours de la période considérée, des activités ayant été entreprises dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de la reconstruction, de l'enseignement et de la santé. Sur les projets pour lesquels un montant approximatif de 900 000 dollars a été mis à la disposition de la MINUEE depuis sa création, 32 ont été achevés, 28 le sont presque et 10 sont en cours d'exécution. Depuis mon précédent rapport, plus de 70 propositions nouvelles ont été reçues de divers partenaires opérationnels et sont actuellement en attente de financement. Je suis extrêmement reconnaissant des contributions et annonces de contributions faites par divers gouvernements, mais je tiens à faire observer qu'en ce qui concerne le relèvement dans la Zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes, les besoins demeurent immenses et des ressources supplémentaires sont nécessaires pour que ces projets essentiels puissent être poursuivis.

VI. Droits de l'homme

23. Les opérations de rapatriement de civils par l'Éthiopie et l'Érythrée se sont poursuivies, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). L'Érythrée a rapatrié 346 personnes d'origine éthiopienne au cours de la période considérée, ce qui porte à 1 048 le nombre total de personnes rapatriées en 2002. Au cours de la même année, l'Éthiopie a rapatrié 528 personnes d'origine érythréenne. Selon les informations recueillies par la MINUEE, des rapatriés des deux nationalités ont continué à se plaindre de difficultés économiques rencontrées dans l'« autre » pays, en particulier de l'impossibilité à laquelle ils se heurtaient pour trouver du travail, ayant été en butte à la discrimination fondée sur la nationalité. Par ailleurs, la MINUEE a continué d'enquêter sur toutes les allégations concernant des cas d'enlèvements de civils à travers la frontière, dont certains semblent avoir été dus à des différends concernant des pâturages locaux.

24. Je suis heureux de signaler que, conformément aux Conventions de Genève et à l'Accord de paix signé à Alger, l'Éthiopie a maintenant libéré les derniers détenus érythréens qui avaient été enregistrés par le CICR et auxquels il rendait régulièrement visite. Parmi ceux-ci, 1 130 prisonniers de guerre et 95 civils internés sont rentrés en Érythrée le 29 novembre sous les auspices du CICR. Les membres du Conseil savent qu'au mois d'août de cette année, l'Érythrée a libéré les 279 prisonniers de guerre restants qui avaient été enregistrés par le CICR. Depuis le début du conflit en 1998, 1 067 prisonniers de guerre éthiopiens, 5 055 internés civils éthiopiens, 2 067 prisonniers de guerre érythréens et 1 086 internés civils érythréens ont été rapatriés sous les auspices du CICR. La fin de l'épreuve pour toutes ces personnes clôt un chapitre important du processus de paix, et il faut espérer qu'elle contribuera à la normalisation des relations entre les deux pays.

VII. Information

25. Le Bureau de l'information de la Mission a continué à faire rapport sur le processus de paix, faisant connaître et expliquant le mandat de la MINUEE, et à couvrir des manifestations à grand retentissement telles que la célébration, conjointement par la Mission et les équipes de pays des Nations Unies, de la Journée internationale de la paix. À l'occasion de la Journée des Nations Unies, mon Représentant spécial et le coordonnateur résident en Éthiopie, manifestant la présence coordonnée des Nations Unies dans la zone de la Mission et mettant en lumière le lien entre la paix et le développement, ont donné à la télévision éthiopienne une entrevue conjointe, qui a été largement diffusée à l'échelle régionale. Le Bureau a par ailleurs poursuivi sa série de points de presse hebdomadaires par vidéoconférence entre les deux capitales. Des centres d'animation ont été ouverts les 9 et 12 décembre 2002, respectivement, l'un à Makalé en Éthiopie, et l'autre à Barentu en Érythrée. Le Groupe de la télévision a lancé une série de bandes vidéo promotionnelles pour diffusion dans les salles de cinéma locales.

26. La radio de la MINUEE continue à diffuser ses émissions bihebdomadaires sur ondes courtes, ainsi que ses émissions hebdomadaires sur Radio Érythrée. Elle n'a toujours pas obtenu l'accès gratuit aux stations de radiodiffusion éthiopiennes. L'Office de radiotélédiffusion éthiopien a toutefois indiqué qu'il était prêt à diffuser les programmes de la MINUEE contre paiement d'un montant de 54 418,60 dollars par an. Le Ministre de l'information a aussi indiqué récemment qu'il était disposé à étudier la question plus avant, compte tenu des plans prévus par l'Office de radiotélédiffusion pour élargir sa programmation.

VIII. Aspects financiers

27. Par sa résolution 56/250 B du 27 juin 2002, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 230 845 300 dollars au titre du fonctionnement de la MINUEE pendant l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. Au 31 octobre 2002, le solde non acquitté des contributions au compte spécial de la MINUEE se chiffrait à 73 734 347 dollars. À cette date, le montant total des contributions non acquittées pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix se chiffrait à 1 652 208 793 dollars.

IX. Observations

28. Bien que se heurtant parfois à des difficultés et des retards, le processus de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée a bien progressé depuis la signature de l'Accord sur la cessation des hostilités (S/2000/601, annexe) en juin 2000. On peut voir l'illustration la plus récente de ces progrès dans la libération par l'Éthiopie des derniers prisonniers de guerre érythréens enregistrés par le CICR, ce qui a permis de clore ce chapitre du processus de paix. Je trouve également encourageant le fait qu'il n'y a pas eu de violation du cessez-le-feu depuis l'établissement de la zone de sécurité temporaire. J'espère que cette évolution positive, qui fait honneur aux parties, se poursuivra. Le processus de paix est sur le point d'entrer dans la phase cruciale de démarcation de la frontière.

29. Pendant cette phase délicate, il sera crucial que les parties continuent d'accorder leur pleine coopération à la MINUEE et à la Commission du tracé de la frontière. Inévitablement, la démarcation d'une frontière a toujours des incidences juridiques, humanitaires et concernant les droits de l'homme, auxquelles il faudra accorder une attention immédiate, pour le bien de ceux qui seront touchés par le transfert du contrôle de territoire. À cet égard, il est essentiel que les deux parties engagent des discussions avec mon Représentant spécial pour étudier les problèmes qui pourraient se poser, aux fins de s'entendre sur la solution de ces problèmes.

30. Malgré des demandes répétées émises par le Conseil de sécurité, par mon Représentant spécial et par moi-même, le Gouvernement érythréen n'a toujours pas signé l'accord sur le statut des forces avec l'Organisation des Nations Unies. J'appelle à nouveau les dirigeants érythréens à conclure sans nouveau retard cet accord essentiel. En attendant, conformément à la résolution 1320 (2000), c'est l'accord modèle qui est en vigueur. Il convient de rappeler que le Gouvernement éthiopien a signé un accord sur le statut des forces en mars 2001.

31. La période à venir requerra aussi, peut-être plus que jamais, que les deux parties, de même que la Commission du tracé de la frontière et la MINUEE, continuent de pouvoir compter sur le plein appui politique et financier de la communauté internationale. Le Fonds d'affectation spéciale pour la délimitation et la démarcation de la frontière sera rapidement épuisé une fois que commenceront les travaux de démarcation, malgré les contributions considérables reçues jusqu'ici. S'il est vrai que les parties doivent supporter à égalité le fardeau des dépenses de délimitation et de démarcation, il est manifeste que sans l'assistance internationale, le processus pourrait connaître de sérieux retards. Je souhaite donc demander de nouveau à la communauté des donateurs de verser des contributions au Fonds afin de faciliter la conclusion du processus de démarcation conformément au calendrier de la Commission du tracé de la frontière.

32. Si la situation générale dans la zone de sécurité temporaire et dans les régions adjacentes est restée calme dans l'ensemble, les récents incidents transfrontières ont révélé une nouvelle dimension du conflit entre ces deux pays voisins, à savoir la rivalité locale pour les rares ressources dans les zones frontalières affectées par la sécheresse. Il convient de se féliciter des efforts déployés par les parties pour régler les incidents de façon pacifique, et je leur demande instamment de faire de leur mieux pour empêcher qu'ils ne se reproduisent. Comme toujours, mon Représentant spécial est à la disposition des parties pour les aider à cet égard. De même, la MINUEE continue de se tenir prête à apporter son assistance à toutes mesures visant à renforcer la confiance et contribuer à normaliser les relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

33. La sécheresse qui menace dans la corne de l'Afrique, et en particulier en Érythrée et en Éthiopie, est pour moi et pour les dirigeants des deux pays, ainsi que pour la communauté internationale dans son ensemble, une source de profonde préoccupation. Étant donné le besoin urgent de fournir de grandes quantités de produits alimentaires et d'autres formes d'assistance pour éviter une grave situation d'urgence en 2003, je demande aux États Membres d'apporter rapidement un appui généreux aux opérations humanitaires en Érythrée et en Éthiopie par le biais de la procédure d'appel global et d'autres mécanismes, afin de prévenir de nouvelles souffrances et pertes de vies.

34. Pour conclure, je tiens à exprimer ma gratitude à mon Représentant spécial, Legwaila Joseph Legwaila, ainsi qu'au personnel militaire et civil de la MINUEE, pour les efforts inlassables qu'ils déploient en faveur du processus de paix. Je souhaite également remercier le personnel des équipes de pays des Nations Unies et les autres agents d'organismes humanitaires travaillant sur le terrain, pour l'excellente coopération qu'ils ont apportée à la MINUEE et en particulier pour l'assistance qu'ils ont fournie à la population des deux pays, dont le relèvement après le conflit a été rendu encore plus difficile par la grave sécheresse dans la région. Je tiens en outre à remercier la Commission du tracé de la frontière, qui n'a pas ménagé sa peine pour préparer les travaux de démarcation de la frontière. La période qui vient apportera de gros problèmes, mais je ne doute pas qu'avec la coopération des parties et l'appui continu et inestimable de l'Union africaine et des États Membres intéressés, y compris les pays qui fournissent des contingents, le processus de paix aboutira à une heureuse conclusion.

Annexe I

Septième rapport de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie

1. Le présent rapport, qui est le septième de la Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie, porte sur la période du 1er septembre au 30 novembre 2002.
2. Pendant cette période, la Commission, le Consultant spécial, le Bureau du Secrétaire et les bureaux régionaux en Érythrée et en Éthiopie (« la zone ») ont poursuivi activement les travaux de préparation de l'établissement de cartes au 1/25 000, afin de pouvoir fixer l'emplacement des bornes-frontière et de commencer l'abornement. Avec la coopération des parties, d'importants progrès ont été accomplis, et tout le travail sur le terrain nécessaire à la production de ces cartes a été mené à bien.
3. Au début de la période, le Consultant spécial a établi un état des travaux achevés et un état et calendrier des travaux à mener, sur lesquels on a donné aux parties la possibilité de présenter des observations. À partir de septembre, le Consultant spécial a présenté aux parties des rapports de situation mensuels actualisés sur le calendrier des travaux.
4. Comme requis dans les directives concernant la démarcation promulguées le 8 juillet 2002, les parties ont nommé leurs représentants pour la liaison et leurs chargés de liaison sur le terrain. Le Consultant spécial, le géomètre principal et l'adjoint du Secrétaire ont commencé à tenir régulièrement des réunions de liaison avec les représentants des parties dans les deux capitales. Un contact régulier est maintenu entre le personnel du Bureau local et les représentants pour la liaison et les chargés de liaison sur le terrain aux fins de tenir les parties informées des travaux prévus et de prendre les dispositions nécessaires les concernant. Les chargés de liaison des deux parties, en qualité d'observateurs, accompagnent le personnel du bureau local travaillant sur le terrain.
5. Le Secrétaire et son adjoint se sont rendus dans la zone du 26 octobre au 2 novembre 2002. En préparation de l'examen des cartes orthophotographiques, ils ont procédé à un vol de familiarisation le long de la frontière, avec une escale à Adigrat pour inspecter le nouveau bureau local qui y a été installé.
6. Le Consultant spécial, le Secrétaire et le géomètre principal se sont réunis à Addis-Abeba le 28 octobre et à Asmara le 31 octobre avec des représentants de chaque partie pour examiner le calendrier des travaux et d'autres questions techniques. Les minutes de chaque réunion ont été communiquées aux deux parties et à la Commission.
7. Les 6 et 7 novembre, la Commission s'est réunie à Londres avec des représentants des parties pour examiner le calendrier et certains détails techniques de la démarcation. Le Secrétaire, la Greffière et le Consultant spécial, de même que des représentants de l'Union africaine, du Département des opérations de maintien de la paix et de la MINUEE, y compris le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ont également assisté à cette réunion en qualité d'observateurs.

8. En réponse à certaines questions qui s'étaient posées concernant l'étendue des compétences et des pouvoirs de la Commission et le respect de l'ordonnance de la Commission en date du 17 juillet 2002, la Commission a publié, le 7 novembre, un document intitulé « Décisions » qui a été transmis à l'ONU et à l'Union africaine pour publication (voir S/2002/1245)

9. À la suite de consultations menées avec les parties conformément à l'article 30 de son règlement intérieur, la Commission a publié, le 13 novembre, un amendement aux directives concernant la démarcation, du 8 juillet, remplaçant le paragraphe 8 D par un nouveau texte dans lequel chaque partie est priée d'assurer, dans la zone qu'elle contrôle, la sécurité de tout le personnel des bureaux locaux et autres personnels travaillant à la démarcation, et d'informer à l'avance les fonctionnaires gouvernementaux et la population locaux des activités de ces personnels.

10. Le 25 novembre, le Secrétaire a transmis aux parties les cartes orthophotographiques au 1/25 000 du secteur ouest. Les autres cartes devraient leur être communiquées avant la fin de l'année, et les parties pourront présenter des observations techniques à ce sujet jusqu'au 17 janvier 2003 au plus tard. Compte tenu de ces observations, la Commission prévoit de mener sur le terrain une évaluation détaillée de l'emplacement des bornes-frontière et de commencer l'abornement lui-même à la mi-mai. L'abornement et les travaux de levé devraient être terminés en 2003, secteur par secteur, comme suit : fin juin pour le secteur ouest, fin juillet pour le secteur central et fin août pour le secteur est. Environ un mois après l'achèvement des travaux dans chaque secteur, la Commission communiquera aux parties la carte finale du secteur intéressé, ainsi qu'une copie des pages correspondantes du registre indiquant l'emplacement final de chaque borne. D'ici à la mi-octobre 2003, le géomètre contractuel chargé des levés devrait avoir présenté sa documentation finale et on devrait avoir établi un schéma-index à petite échelle.

11. La MINUEE continue d'assurer des services logistiques et de transport, y compris l'hébergement, des contractants chargés de la démarcation. Les travaux préparatoires ont déjà commencé en ce qui concerne le déminage des sites des bornes. À cet égard, et en application des résolutions du Conseil de sécurité, les consultations sont fréquentes entre le personnel du bureau local et celui de la MINUEE, ainsi qu'entre le Président de la Commission et le Représentant spécial du Secrétaire général. La Commission exprime de nouveau sa gratitude pour l'aide que lui apporte la MINUEE.

12. Le Secrétaire travaille actuellement à l'établissement d'un budget des opérations de démarcation pour le premier semestre de 2003. D'ores et déjà, il apparaît que des contributions supplémentaires doivent être versées très rapidement au Fonds d'affectation spéciale si l'on veut éviter l'interruption de ces opérations. Cela est dû au fait que le coût estimatif de l'achèvement des opérations de démarcation en 2003 s'élève à environ 7,6 millions de dollars, alors que le solde actuel du Fonds n'est que de 3 millions de dollars, somme qui sera épuisée au début de 2003. Il y a besoin urgent d'un montant supplémentaire de 4,6 millions de dollars pendant le premier trimestre de l'année prochaine pour assurer l'avancement des travaux de démarcation. La Commission prie donc le Secrétaire général d'appeler

l'attention de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies sur le besoin pressant de verser de nouvelles contributions aussi rapidement que possible.

Le Président de la Commission
(*Signé*) Sir Elihu **Lauterpacht**

Le 10 décembre 2002

Annexe II

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée : état des contributions au 10 décembre 2002

<i>Pays</i>	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Officiers d'état-major</i>	<i>Soldats</i>	Total	<i>Spécialistes nationaux du soutien logistique</i>
Afrique du Sud	5	2		7	
Algérie	8			8	
Australie		2		2	
Autriche	2			2	
Bangladesh	7	6	159	172	
Bénin	—	3		3	
Bosnie-Herzégovine	9			9	
Bulgarie	5	2		7	
Canada	6			6	
Chine	5			5	
Croatie	5			5	
Danemark	4			4	
Espagne	3	2		5	
États-Unis d'Amérique	6	1		7	
Fédération de Russie	6			6	
Finlande	7	2		9	
France		2		2	
Gambie	4	2		6	
Ghana	10	7		17	
Grèce	3			3	
Inde	2	21	1 521	1 544	
Iran (République islamique d')	2			2	
Irlande		12	203	215	7
Italie	3	6	109	118	
Jordanie	6	16	943	965	
Kenya	11	13	640	664	
Malaisie	6	5		11	
Namibie	3	2		5	
Népal	4			4	
Nigéria	6	4		10	
Norvège	5			5	
Paraguay	2			2	
Pays-Bas	1			1	

<i>Pays</i>	<i>Observateurs militaires</i>	<i>Officiers d'état-major</i>	<i>Soldats</i>	Total	<i>Spécialistes nationaux du soutien logistique</i>
Pérou	2			2	
Pologne	6			6	
République tchèque	2			2	
République-Unie de Tanzanie	8	3		11	
Roumanie	8			8	
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	1	2		3	
Singapour	2			2	
Slovaquie		3	202	205	5
Suède	6			6	
Suisse	4			4	
Tunisie	2	3		5	
Ukraine	6			6	
Uruguay	4			4	
Zambie	10	4		14	
Total	207	128	3 805	4 140	12